
Kazakhstan : après les déclarations du président Tokaev, les menaces de la Russie

Description

Interrogé par la rédactrice en chef de *RT* Margarita Simonian le 17 juin lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg, le président du Kazakhstan Kassym-Jomart Tokaev, assis au côté de son homologue russe, a clairement affirmé qu'il était peu probable que son pays reconnaisse les républiques populaires de Donetsk (RPD) et de Louhansk (RPL). Il a noté que les opinions divergeaient, au Kazakhstan, concernant l'« opération spéciale » lancée par la Russie en Ukraine le 24 février, certains faisant primer l'intégrité territoriale des États, d'autres le droit des peuples à l'autodétermination. Le Kazakhstan ne reconnaissait pas l'indépendance de Taïwan, du Kosovo, de l'Abkhazie ou de l'Ossétie du Sud ; il ne reconnaît donc sans doute pas plus celle des territoires du Donbass, qu'il voyait comme des « quasi-États ».

Le responsable de la commission des affaires de la CEI, Constantin Zatouline, a qualifié ces déclarations d'inappropriées et a menacé de prendre des mesures « *comme avec l'Ukraine* », expliquant que les principes de la Russie sont simples : soit elle entretient des relations d'amitié et de coopération avec un pays, auquel cas aucune question territoriale n'est soulevée ; soit ce n'est pas le cas, et alors tout est possible.

Le 15 juillet, dans une interview accordée à la chaîne tv russe *Rossia-24*, le Président avait par ailleurs assuré que le Kazakhstan ne « briserait » pas le cycle de sanctions internationales imposées à la Russie depuis son invasion de l'Ukraine. Ce qui n'empêchait pas le Kazakhstan de coopérer avec la Russie, qui restait un partenaire important. Mais Nursultan ne pouvait se permettre de violer les sanctions, ou alors au risque de se trouver lui-même touché par des sanctions secondaires de la part de l'Occident. K. J. Tokaev n'a pas manqué de souligner que son pays continuait de remplir ses obligations au sein de l'Union économique eurasiatique (UEE) et de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC, celle-ci a été mobilisée pour une brève intervention au Kazakhstan en janvier dernier).

Le 19 juin, la Russie a très opportunément imposé des restrictions au transit de pétrole kazakh qui passe par le port de Novorossiïsk, arguant de la présence de mines datant de la Seconde Guerre mondiale dans les eaux du port.

Par ailleurs, le ministre kazakhstanais des Affaires étrangères, Moukhtar Tleouberdi, s'est prononcé en faveur de l'élimination totale des armes nucléaires d'ici 2045, précisant que cette position était liée à la guerre qui se déroule en Ukraine. Selon lui, les puissances nucléaires devraient élaborer un plan par étapes qui pourrait être énoncé lors de la conférence du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) qui se tiendra à Genève du 21 au 23 juin.

Sources : *Liter.kz, Meduza, The Moscow Times, Kommersant, RFE/RL.*

date créée

19/06/2022

Champs de Méta

Auteur-article : Elie Guilhem